

# fait de tout ce qu'il a promis aux Gabonais »

L'ancien député du deuxième siège du département du Haut-Ntem (Minvoul) ne va pas par le dos de la cuillée pour dénoncer les travers de la politique adoptée par l'actuel président de la République dont il aura été le compagnon politique pendant plus de deux décennies. Tout en revenant sur les raisons de sa démission fracassante, l'ancien parlementaire appelle les Gabonais à tourner le dos au despote pris en otage par des rastaquouères.

Par R F

**Echos du Nord : Le 23 juillet dernier, vous avez démissionné au nez et à la barbe d'Ali Bongo Ondimba lors de sa tournée républicaine dans le Woleu-Ntem. Comment en êtes-vous arrivé là ?**

**Bertrand Zibi Abeghe :** Pour en arriver là, je vais vous ramener en arrière afin de vous édifier. En 2009, les deux aînés que nous avions André Mba Obame et Ali Bongo Ondimba s'affrontaient. J'étais plus proche d'Ali Bongo que d'André Mba Obame par rapport à ma victoire de 2006 qui avait été volée. Donc, nous travaillions sans grande conviction. J'ai discuté avec Ali Bongo Ondimba en présence de sa sœur Pascaline Bongo Ondimba et son aîné Léon-Paul Ngoulakia lors d'une réunion de plus de quatre heures. Je lui ai dit que je n'étais pas véritablement chaud à le soutenir. Il m'a rassuré qu'il venait pour corriger les erreurs de son père et qu'il ne venait pas

**Mba Obame a répondu que la seule chose qu'il souhaitait était que le Gabon ne brûle pas**

pour s'amuser. Il m'a vraiment tenu un discours cohérent et rêveur. Je lui ai dit que j'allais me battre parce qu'il y avait trop de manquements dans ce pays. Nous sommes allés en campagne. Mba Obame a pris une ampleur magistrale et inespérée. Mais il commet une petite erreur.

Il m'a dit : « Bertrand, je t'ai formé. Je sais de quoi tu es capable. J'ai largement remporté le scrutin, mais je ne veux pas, au grand jamais, qu'une seule goutte de sang d'un Gabonais coule. Tu vas faire ce que je vais te demander de faire. Tu vas appeler ces numéros. Tu vas rencontrer les gens que tu auras au bout du fil et vous allez faire en sorte que vous désarmiez les cœurs de mes partisans. Tu parleras en mon nom et en mon seul nom. » Il a renchéri : « Cette opération va coûter plusieurs milliards, je n'ai pas cet argent. Débrouille-toi avec ton grand-frère Ali. Mais il faut que tu m'évacues de Libreville tous les jeunes de moins de 30 ans susceptibles d'aller dans la rue parce qu'ils vont se faire massacrer comme du bétail. »

## Pourquoi avait-il donné cette consigne ?

Il savait que le peuple devait spontanément descendre dans la rue pour réclamer sa victoire. Ne voulant pas que le peuple aille à la boucherie par rapport à ce qu'il avait vu, parce que les candidats avaient été chargés à la Démocratie, qu'est-ce que ça aurait été pour les populations dans la rue ? Donc, ma mission a été celle-là. A 5 heures du matin, j'ai appelé Léon-Paul Ngoulakia et Ernest Mpouho. Nous nous sommes retrouvés. A 8 heures, Ernest Mpouho et moi sommes allés voir Ali Bongo chez lui à la Sablière ... Pendant cinq heures de temps, nous avons parlé. Ali ne gérait pas la manne. C'est comme ça que nous avons appelé Paul Biyoghe Mba, Premier ministre de l'époque. Nous sommes allés à son bureau. Il a appelé je ne sais qui. La première tranche était versée : plusieurs centaines de millions de FCFA. La première opération a commencé. Nous avons évacué toute la substance des jeunes revanchards. Des bus et des avions et des trains ont été loués. Tout était managé par moi Bertrand Zibi Abeghe.

## Tout semblait bien jusque-là entre vous. Comment est arrivée la brouille ?

Quatre jours après l'opération d'évacuation des jeunes revanchards, André Mba Obame m'a rappelé me disant que deux émissaires du président français



Accrombessi avait dit niet à un accord donné par Ali à un cadet qui avait tout donné pour lui. J'avais banalisé cela parce que j'intensifiais déjà mon business du côté de la Guinée-Equatoriale.

## Le refus opposé par Maixant Accrombessi vous a-t-il découragé dans votre élan de soutenir Ali Bongo ?

Non, j'ai continué à me battre jusqu'à être candidat aux élections législatives. Mais un an après, tout le monde a commencé à déchanter. Ali Bongo n'a rien fait de tout ce qu'il avait promis à tout le monde. Non seulement, il s'est replié, mais nous avons découvert qu'en réalité c'était Maixant Accrombessi et Liban Soleiman qui, dans l'ombre tiraient les ficelles. Ils se sont finalement mis au grand jour. Ils ont fait le vide total autour de lui. Personne ne le voyait plus facilement. Même des personnalités telles que Guy Nzouba et d'autres qui sont parties éprouvaient toutes les peines du monde à rencontrer le président. Aujourd'hui, Ali Bongo est victime de ce qu'il dénonçait dans les années 90 pour son père qu'il disait prisonnier de son système. C'est lui-même le premier prisonnier de ce système. On parle des Premiers ministres qui ont démissionné. C'est peu dire. Deux directeurs des services spéciaux ont démissionné, du moins, ils ont été évincés : Léon-

### **Laquelle, selon vous ?**

C'était de se laisser emporter par cette vague populaire sans assurer ses arrières. Or, tous les cours politiques que j'avais, je les tenais de Mba Obame. Il me disait toujours que c'est celui qui tient la rue qui tient le pouvoir. Peut-être, n'avait-il pas eu le temps de se préparer parce qu'il y a eu la mort subite du président Omar Bongo et il fallait anticiper l'élection et aller vite. Toujours est-il qu'André Mba Obame a remporté largement le scrutin. Le jour de la proclamation de l'élection, le 3 septembre 2009, l'armée a chargé sur les opposants, Mba Obame s'est réfugié quelque part. A 2 heures du matin, il m'a appelé. J'ai vu un numéro masqué. J'ai d'abord hésité à répondre, mais devant l'insistance, j'ai fini par décrocher.

### **Que vous a-t-il dit cette nuit-là ?**

Il m'a demandé où je me trouvais. J'ai pris peur parce que je n'avais pas été dans son équipe de campagne. Il a demandé à me voir impérativement. Il a raccroché. J'ai tourné dans ma chambre quinze ou vingt minutes. Il a rappelé, me demandant sur un ton impératif à quel niveau je me trouvais. Je lui ai demandé s'il avait finalement décidé de me tuer. Il a dit non et m'a demandé d'aller à sa rencontre à Nzeng-Ayong fin-goudron, me recommandant d'éteindre les phares deux fois à mon arrivée sur le lieu du rendez-vous. J'ai pris ma voiture et je suis allé à Nzeng-Ayong où se cachait André Mba Obame.

**Que vous a-t-il finalement dit, vous qui n'étiez pourtant pas dans son état-major politique ?**

Nicolas Sarkozy arrivaient. Il m'a demandé d'aller les prendre à l'aéroport et les emmener là où il se trouvait. Je suis allé à l'aéroport. J'ai pris les deux Français. Nous sommes allés discuter avec André Mba Obame à Nzeng-Ayong dans ma voiture. J'étais assis au volant. André était du côté passager et les deux Français étaient au siège arrière.

Leur message était ceci : les grandes sociétés installées ici ne doutent pas de vous, mais elles ont choisi un camp pour leurs intérêts. Vous avez de l'avenir ; demain, les choses peuvent aller. De toute façon, il n'y a plus rien à faire. C'est le patron qui l'a décidé. Mba Obame a répondu que la seule chose qu'il souhaitait était que le Gabon ne brûle pas et que les Gabonais puissent dorénavant avoir la mainmise

**C'était Maixant Accrombessi et Liban Soleiman qui, dans l'ombre tiraient les ficelles.**

sur leur économie

**Quelle a été la suite de vos rapports avec le président ainsi choisi par la France ?**

En 2009, Ali Bongo a accédé au pouvoir. Tout le monde s'agitait pour avoir un poste. Moi, j'ai dit que je ne voulais aucun poste. J'ai fait une note sollicitant une exonération à la douane pour me permettre d'importer mes véhicules et de rentrer participer à l'économie de mon pays. Ali Bongo a mis "accord très très total." Il a remis le dossier à Léon-Paul Ngoulakia parce que c'est dernier qui m'avait introduit à son cabinet. Deux jours après, Léon-Paul m'a appelé, complètement abattu parce que Maixant

**J'appelle les Gabonais à ne plus assister à ses meetings.**

Paul Ngoulakia et François Banga Eboumi. Voyez-vous jusqu'où vont Accrombessi et Soleiman ? Les bulletins de renseignements adressés au chef de l'Etat par les gendarmes ne lui parviennent pas. Or, ce sont eux qui voient tous les manquèments à travers le pays, les cantines d'argent sortir du territoire tous les jours, les transactions louches, les personnes qui commettent les crimes rituels, etc.

**Voulez-vous dire qu'il n'y a aucune possibilité d'accéder au président de la République pour lui transmettre un message ?**

Aucune ! Je rencontrais feu le président Omar Bongo à sa demande chaque fois qu'il le désirait. J'étais député de la République. Omar Bongo recevait jusqu'aux chefs de canton, de villages et même des sans-emploi. Mais tel n'est pas le cas pour Ali Bongo. Aujourd'hui l'excuse est qu'il ne donne plus des mallettes d'argent, d'après son égalité des chances. Mais c'est une aberration, parce que ceux qui avaient le pouvoir à l'époque avaient peut-être des mallettes. Mais aujourd'hui, ce sont des conteurs entiers d'argent qui sortent du pays. Il n'y a plus rien attendre d'Ali Bongo. J'appelle les Gabonais à ne plus assister à ses meetings. Parce qu'il se sert souvent des images des masses populaires pour faire croire à l'opinion internationale qu'il est encore aimé par le peuple.